

PRÉFET DE L'AVEYRON

DREAL OCCITANIE UID TARN AVEYRON PREFECTURE

Arrêté préfectoral de mesures d'urgences n° ~~2024-04-03-002~~ du ~~03~~ 3 AVR. 2020.

concernant la société **BORALEX Energie Verte** pour le parc éolien de la Bouleste I qu'elle exploite sur les communes de FLAVIN et de PONT-DE-SALARS, et notamment l'éolienne E4

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'environnement et notamment son article L. 512-20 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- VU le récépissé n° 14428 de la préfecture du 22 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SASU ENEL GREEN POWER FRANCE pour l'exploitation des éoliennes situées aux lieux-dits « La Bouleste » sur la commune de FLAVIN et « Les Pougets » sur la commune de PONT DE SALARS et actant leur classement en régime d'autorisation sous la rubrique n° 2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU le récépissé n° 15363 de la préfecture du 8 avril 2015 notifiant le changement de dénomination sociale de la SASU ENEL GREEN POWER FRANCE à la SAS BORALEX ENERGIE VERTE ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-48-02 du 23 novembre 2015 portant mise en place des garanties financières ;
- VU le courriel du 25 mars 2020 de la société BORALEX à l'inspection des installations classées transmettant la fiche de notification d'accident/incident du BARPI complétée partiellement et confirmant la mise à l'arrêt de l'ensemble du parc suite à l'incendie de l'éolienne E4 survenu le jour précédent ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mars 2020 établi suite à l'inspection du 27 mars 2020 diligentée à la suite de l'incendie de l'éolienne E4 le 24 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT l'incendie survenu le 24 mars 2020 sur l'éolienne E4 du parc éolien La Bouleste I situé sur les communes de Flavin et de Pont-de-Salars ;

CONSIDÉRANT que la chute de pièces de l'éolienne, dans un environnement de terres agricoles et à proximité d'un chemin d'accès au public, peut porter atteinte à la santé et à la sécurité humaine ;

CONSIDÉRANT que, compte-tenu du risque de chute de pièces de l'éolienne E4, il convient d'empêcher l'accès au public de la zone où ce risque est présent et d'assurer une surveillance permanente autour du site le temps nécessaire à la sécurisation de l'éolienne, afin de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'incendie a engendré des écoulements d'hydrocarbures qui sont susceptibles de polluer les sols autour de l'éolienne E4 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne s'est pas prononcé sur les causes de l'incendie du 24 mars 2020, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter qu'un incident similaire ne se reproduise et pour en corriger les effets à moyen ou long terme ;

CONSIDÉRANT que le Code de l'environnement, à son article L. 512-20, précise que « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative »

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir à l'arrêt l'ensemble des machines du parc éolien de la Bouleste I (aérogénérateurs) jusqu'à la détermination des causes de l'origine de l'incendie et à la fourniture par l'exploitant du rapport d'accident détaillé prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de l'incendie du 24 mars 2020 ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1 : Objet

La société BORALEX Energie Verte dont le siège social est situé 71 rue Jean Jaurès, 62575 Blendecques, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour le parc éolien de la Bouleste I soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées qu'elle exploite sur le territoire des communes de Flavin et de Pont-de-Salars.

Le présent arrêté est applicable spécifiquement à la situation post-accidentelle suite à l'incendie du 24 mars 2020, le temps nécessaire à un retour en fonctionnement normal de l'éolienne E4.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

L'exploitant est tenu de mettre le parc éolien en sécurité jusqu'à avoir identifié les causes de l'accident et les mesures de prévention à appliquer aux autres éoliennes du parc. Cette mise en sécurité consiste à :

- Arrêter l'exploitation de l'ensemble des éoliennes du parc équipés de nacelles identiques à celle de l'éolienne E4 ;
- Mettre en place un périmètre de sécurité d'un rayon minimal de 130 mètres autour de l'éolienne endommagée, sous 24 heures à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à son démontage et la vérification de la stabilité du mat ;
- Mettre en place des panneaux d'information sur les risques de chute d'éléments au niveau de ce périmètre rapproché de sécurité, sous 24 heures à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à la fin des opérations de sécurisation ;
- Mettre en place une présence humaine permanente capable d'assurer la surveillance des installations et protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les justificatifs correspondants aux moyens mis en place à ce titre sont transmis sous 24 heures à l'inspection des installations classées ;

- Démonter et déposer au sol les éléments susceptibles de chuter de l'éolienne E4 ;
- Demander le prolongement de l'arrêté de fermeture de la RD12 entre les PR14 et PR15 au cas où le démantèlement ne serait pas terminé au 7 avril 2020.

L'exploitant tient informée l'inspection des installations classées des actions réalisées dans le cadre du présent article.

Article 3 : Evacuation des déchets

Sous trois jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de collecter les déchets générés par l'incendie du 24 mars 2020 tombés au sol autour de l'éolienne. Ils devront être conditionnés et stockés de manière à ne pas porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le temps nécessaire aux expertises d'assurance et de fabricants. Ces modalités de stockage, ainsi que les délais correspondants devront être portés à la connaissance de l'inspection des installations classées. Ces déchets devront ensuite être éliminés selon les filières autorisées.

Après démontage de tout ou partie de l'éolienne, toutes les parties endommagées caractérisées alors comme déchets devront être évacuées et traitées selon les filières autorisées.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dès qu'ils seront à sa disposition, les bordereaux de suivi et d'élimination de tous les déchets issus de cet incendie vers des centres dûment autorisés ainsi que le tableau de suivi des déchets correspondant conformément aux articles R. 541-43 et R. 545-43 du code de l'environnement.

Article 4 : Pollution des sols

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à Madame la Préfète et à l'inspection des installations classées une étude de sols, dans un périmètre à justifier autour de l'éolienne, permettant de caractériser l'impact éventuel de l'incendie du 24 mars 2020 sur la qualité des sols générée par les substances qui ont pu s'écouler lors de l'accident. Le cas échéant, en cas d'impact caractérisé, l'exploitant devra réaliser les travaux de dépollution nécessaires, dans un délai supplémentaire de quinze jours.

Sous ce même délai, les terres polluées ainsi recueillies devront être évacuées et traitées selon les filières autorisées. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dès qu'ils seront à sa disposition, les bordereaux de suivi et d'élimination de déchets correspondants ainsi que le tableau de suivi des déchets correspondant conformément aux articles R. 541-43 et R. 545-43 du code de l'environnement.

Article 5 : Rapport circonstancié d'accident

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de transmettre à Madame la Préfète et à l'inspection des installations classées un rapport circonstancié d'accident relatif à l'incendie du 24 mars 2020 conformément à la réglementation en vigueur et notamment l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport devra au minimum préciser :

- les circonstances de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, en particulier les éléments visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ;
- les consignes de sécurité prévues par l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 visé et notamment celle relative à l'incendie mise en œuvre le jour de l'incendie. L'exploitant transmet par ailleurs la liste des systèmes instrumentés de sécurité et indiquer comment sont transmis et traités les alarmes et dysfonctionnements au centre de contrôle de Boralex ;
- l'analyse des causes profondes ;
- l'analyse des rapports d'expertises et des fabricants ;

- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés, notamment le sprinklage et la détection automatique d'incendie ;
- les mesures prises ou prévues pour éviter un accident similaire sur l'éolienne E4 ainsi que sur les autres éoliennes du parc si l'enquête met en évidence un caractère générique de l'origine de l'accident.

Article 6 : Levée des mesures conservatoires

L'exploitant sollicite auprès du préfet la levée des mesures conservatoires définies à l'article 2 du présent arrêté. Cette levée est conditionnée par la transmission d'éléments justifiant de :

- la mise en œuvre des dispositions prévues par les articles 3 à 5 du présent arrêté ;
- la réalisation des contrôles des systèmes instrumentés de sécurité des aérogénérateurs conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 ;
- la révision le cas échéant des procédures d'exploitation, de maintenance et de sécurité rendues nécessaires au vu du rapport prescrit à l'article 5 ci-dessus, visant à permettre l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales.

Dans le cas où l'exploitant souhaite remplacer notamment l'éolienne E4, il transmet également un dossier de porter à connaissance auprès du préfet conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application de sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8 : Publication et information des tiers

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, l'information des tiers est effectuée comme suit :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Flavin et de Pont-de-Salars où elle peut être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois par ces deux mairies ;
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 9 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Flavin et le Maire de la commune de Pont-de-Salars sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée à la société BORALEX Energie Verte.

Fait à RODEZ, le **- 3 AVR. 2020**

Pour la préfète et par délégation

La secrétaire générale



Michèle LUGRAND